



## Visite de Maryam Radjavi à Madrid

# Soutien des parlementaires espagnols à un changement de régime en Iran



Audition au sénat espagnol

Il est du devoir de tous ceux qui croient dans la démocratie de soutenir cette cause  
**Alejo Vidal Quadras, vice-président du Parlement européen**

La cause de la Résistance iranienne est désormais ma cause  
**Sénateur José maria Chiquillo**

Je voudrais exprimer mon admiration, mon estime pour le combat de l'opposition et spécialement le leadership de Madame Radjavi  
**Jordi Xucla, député espagnol**

Nous voulons forcer notre gouvernement à s'engager dans la cause de la démocratie en Iran  
**Irene Lozano, députée espagnole**

Nous avons soutenu depuis le début le CNRI dans son travail pour faire appliquer les droits humains en Iran  
**Francisco José Alonso Rodríguez, président de la Ligue espagnole des droits de l'homme**

Les circonstances à Achraf et Liberty sont inacceptables; c'est la volonté d'attaquer un symbole de la résistance  
**Me Juan Garcés, éminent juriste espagnol**



## Communiqué du Sénat espagnol Madrid, 18 décembre 2012

Trois commissions du Sénat espagnol ont tenu une audition commune de la dirigeante de l'opposition iranienne, Maryam Radjavi. Les commissions des Affaires étrangères, de l'Egalité et de la Coopération internationale du Sénat espagnol ont tenu une réunion spéciale sur l'Iran aujourd'hui. L'oratrice principale était Mme Maryam Radjavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne. La réunion a porté sur la dernière situation des droits humains, particulièrement des femmes, le projet d'armes nucléaires en Iran et également sur l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme par le régime iranien. Les sénateurs se sont félicités du programme laïc et démocratique présenté par Mme Radjavi et son plan en dix points pour l'avenir d'un Iran libre. Les trois commissions ont également écouté la dirigeante de l'opposition sur les derniers événements

concernant l'opposition iranienne et les membres de la résistance vivant aux camps d'Achraf et de Liberty en Irak. Mme Radjavi a répondu aux questions posées par les sénateurs. Les sénateurs ont souligné les points suivants :

- 1- Ils expriment leur inquiétude quant à la montée des violations des droits humains en Iran et appellent à subordonner toutes relations économiques et politiques avec l'Iran à l'amélioration de la situation des droits de l'homme ;
- 2- Ils partagent la préoccupation de la Résistance iranienne à propos des habitants des camps d'Achraf et de Liberty où des milliers de membres de l'opposition, l'OMPI, vivent en Irak. Ils appellent à des garanties de protection et de respect des droits fondamentaux des résidents, particulièrement du droit à la propriété, par le gouvernement irakien et appellent aussi à la désignation de Liberty comme un camp de réfugiés ;
- 3- Ils soutiennent la solution apportée par Mme Radjavi pour résoudre la crise iranienne, par le biais d'un changement démocratique par le peuple iranien et sa Résistance ;
- 4- Ils appellent à une action du gouvernement espagnol pour réaliser les points ci-dessus au niveau national et de l'Union européenne.



Réunion conjointe avec trois commissions au sénat.

## Auditions à la Chambre des Députés et au Sénat espagnols

Invitée par des parlementaires, Maryam Radjavi, s'est rendue en Espagne pour plaider et trouver des soutiens en faveur d'un changement démocratique en Iran.

**D**our sa première visite en Espagne, sur l'invitation de parlementaires, Maryam Radjavi a plaidé la cause d'un changement démocratique en Iran. Le 18 décembre, elle a présenté la situation en Iran à la commission des droits de l'homme de la Chambre des députés, puis dans une réunion commune des commissions des Affaires étrangères, de l'Égalité et de la coopération internationale du Sénat.

Dans son intervention, la présidente élue de la Résistance iranienne a souligné que pour survivre, le régime iranien s'appuie sur une répression absolue dans le pays et l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme à l'étranger. Elle a ajouté que la course aux armes nucléaires servait les mêmes objectifs. Elle a mis en avant que le régime est incapable de réforme ou d'abandonner sa politique actuelle, car toute réforme le mènera à sa chute.

Examinant la crise économique et sociale, couplée à la montée des querelles au sommet du pouvoir, Mme Radjavi a expliqué que les mollahs sont menacés d'être renversés. Les crises ont exacerbé le mécontentement populaire. Les grandes révoltes de 2009 et 2010 ont démontré que le pays était prêt à opérer un changement et les mollahs ont réagi en intensifiant la répression et les exécutions.

Pour le seul mois de novembre, une centaine de prisonniers ont été pendus. Beaucoup d'autres attendent dans le cou-

loir de la mort. Les chiffres officiels comptabilisent 700.000 arrestations par an.

Si l'on jette un bref regard sur le passé, on peut voir que les gouvernements occidentaux ont testé toutes les options. Mais ces politiques ont seulement encouragé les mollahs à poursuivre leur

extrémisme, le terrorisme et la répression.

Elle s'est félicitée des sanctions internationales accrues contre le régime, ajoutant qu'en dépit de sa situation économique, l'Espagne a cessé de lui acheter du pétrole. Néanmoins, si les sanctions ne sont pas couplées à une solution politique, elles ne seront pas efficaces.

Mme Radjavi a rejeté une intervention militaire étrangère comme réponse à la crise iranienne, marquant bien que la solution est le renversement des mollahs par le peuple iranien et sa Résistance.

La solution reste le renversement

des mollahs, tâche qui revient au peuple iranien, a-t-elle tenu à souligner, mettant en avant que l'Occident devait respecter la volonté du peuple iranien de changer de régime.

Elle a attiré l'attention sur le calvaire des habitants des camps d'Achraf et Liberty en Irak. Le régime iranien redoute un mouvement d'opposition organisé et unifié. C'est pourquoi il essaie de l'anéantir par le biais du gouvernement irakien. Il est donc essentiel que le HCR déclare Liberty comme un camp de réfugiés et offre les garanties d'une protection internationale aux résidents.

Les parlementaires de divers partis politiques ont condamné les graves violations des droits du peuple iranien par la dictature religieuse et apporté leur soutien à la Résistance iranienne. Ils ont souligné que la crise nucléaire en Iran est une préoccupation urgente pour la communauté mondiale et que trouver une solution est une priorité.



Mme Radjavi avec le groupe des droits de l'homme de la Chambre des Députés

L'Iran est prêt pour un « printemps arabe » semblable à ce qui s'est passé dans des pays comme la Tunisie ou l'Égypte, qui peuvent mettre fin de l'intérieur au régime théocratique des ayatollahs, a déclaré aujourd'hui à EFE Maryam Radjavi, dirigeante du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI).

Dans une interview avec EFE à Madrid, Maryam Radjavi, qui dirige le principal mouvement d'opposition iranien, a signalé que la « seule alternative viable » pour mettre fin au régime dictatorial présidé par Mahmoud Ahmadinejad « passe » par le CNRI, un large mouvement « organisé à l'intérieur et à l'extérieur du pays ».

Mme Radjavi se trouve en visite ces jours-ci en Espagne où elle recherche le soutien des politiciens et des médias espagnols à sa cause et pour que le CNRI soit reconnu comme l'« interlocuteur officiel » iranien, quelque chose de semblable à ce qu'a déjà obtenu l'opposition syrienne en exil en ce qui concerne le régime de Bachar al-Assad.

La dirigeante de l'opposition estime qu'un « point tournant » a été atteint pour l'Iran et la sécurité mondiale qui passe par un changement de gouvernement en Iran, dont le régime « ne survit que sur la base d'intimidation, de torture et d'exécutions (...) pratiquées surtout contre les partisans du CNRI ».

Pour Maryam Radjavi, la négociation « est inutile » pour arrêter un régime qui a radicalisé sa répression contre la population et « fait peur au monde » avec sa politique nucléaire et son soutien aux organisations terroristes.

La dirigeante de l'opposition a également rejeté l'intervention militaire étrangère dans le pays, et a de nouveau défendu l'idée d'un changement fondé sur ses propres citoyens qui, comme elle le dit, « sont prêts et ont une option pour assurer la démocratisation du pays » sous une forme pacifique.

Plus de « deux milliers de partisans de notre mouvement ont été exécutés » par le régime iranien ces dernières années, parmi lesquels des centaines de jeunes, de médecins, d'enseignants, d'étudiants ou de blogueurs, a-t-elle déclaré.

« Ils ont tué douze membres d'une même famille qui avaient soutenu financièrement l'opposition », dénonce Maryam Radjavi en montrant un livre de photographies de citoyens victimes du système de répression, parmi lesquels figure sa propre sœur, exécutée alors qu'elle était enceinte.

Le CNRI a pour objectif d'instaurer en Iran un système politique démocratique « fondé sur le vote populaire », un système « pluraliste, avec la liberté des partis et de réunions », dit le manifeste du mouvement qui a été présenté à plusieurs parlements et au Conseil de l'Europe.

« Dans l'Iran libre de demain la peine de mort sera abolie », ainsi que toute discrimination contre les femmes, souligne le manifeste et la séparation de la religion et de l'Etat sera établie.

Selon Maryam Radjavi, mettre fin au régime d'Ahmadinejad sera bon non seulement pour la population, mais aussi pour la stabilité régionale et la sécurité dans le monde, pour mettre fin à la « menace nucléaire » et au soutien que son gouvernement apporte aux organisations terroristes dans la région.

La dirigeante de l'opposition trouve des similitudes entre la situation en Syrie et en Iran, dont les régimes sont confrontés à de fortes contestations dans le pays, mais bénéficient d'un soutien international de pays comme la Chine ou la Russie, ce qui contribue à les maintenir.

Maryam Radjavi pense également que l'Iran a décidé de soutenir le gouvernement syrien parce qu'il est convaincu que si Bachar al-Assad tombe, le prochain à



Au Sénat espagnol

## L'opposition iranienne considère possible un "printemps arabe" qui mettra fin aux ayatollahs

Pour Maryam Radjavi, la « seule alternative viable » pour mettre fin à la dictature « passe » par le CNRI, un large mouvement « organisé à l'intérieur et à l'extérieur du pays ».

« s'effondrer » sera le régime iranien lui-même.

La dirigeante de l'opposition, qui est arrivée hier en Espagne, a été invitée dans le pays par un groupe de députés et sénateurs, a-t-elle expliqué, et rencontrera des membres de la commission des Affaires étrangères du Sénat espagnol, à qui elle présentera ses idées sur l'avenir de l'Iran.

Elle participera aussi demain à une conférence dans la capitale espagnole qui se focalisera sur la situation actuelle en Iran et la recherche d'alternatives au régime théocratique des ayatollahs.

Maryam Radjavi a été élue en 1993 présidente du CNRI, une organisation qui agit également de facto comme un parlement en exil, a dit qu'elle continuera de lutter pour que les dirigeants actuels du pays soient traduits devant la justice internationale et reconnus coupables de crimes contre l'humanité.

Rafael Molina



18 décembre 2012

*Maryam Radjavi a été élue en 1993 présidente du CNRI, une organisation qui agit également de facto comme un parlement en exil.*



## Madrid : Conférence internationale sur l'Iran

L'augmentation sans précédent du nombre des exécutions, l'accélération du projet nucléaire, le massacre de peuple syrien par le régime iranien et l'échec de la politique de complaisance, rendent de plus en plus crucial le soutien pour un changement de régime en Iran et la reconnaissance de la Résistance iranienne.

Le 19 décembre, à l'invitation du **Comité international pour l'application de la Justice**, qui fédère 4000 parlementaires des deux côtés de l'Atlantique, une conférence internationale s'est tenue à Madrid sous la présidence d'Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen.

**Le 18 décembre, Mme Radjavi a été accueillie dans une réunion commune des commissions des Affaires étrangères, de l'Égalité et de la Coopération internationale du Sénat, ainsi que dans une réunion du groupe des droits de l'homme de la Chambre des députés espagnols.** Les parlementaires ont salué les sacrifices faits par Mme Radjavi et le mouvement qu'elle dirige dans la lutte contre la dictature religieuse en Iran pour instaurer la démocratie. Ils ont estimé que les efforts admirables d'Alejo Vidal-Quadras, en soutien à la résistance du peuple iranien et aux Moudjahidine du peuple dans les camps d'Achraf et Liberty, étaient un symbole digne de respect de la solidarité des peuples d'Europe, spécialement du peuple espagnol, avec le peuple iranien et sa Résistance.

Les participants à la conférence ont souligné les points suivants :

1. Ils ont condamné les violations systématiques des droits humains en Iran, en particulier les exécutions de masse et l'assassinat des prisonniers politiques sous la torture. Ils ont estimé qu'il faut subordonner les relations économiques et politiques avec Téhéran et leur développement à l'amélioration de la situation des droits humains, et que le bilan de ces violations, en particulier des droits des femmes, soit renvoyé devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

2. Tout en condamnant les manœuvres répressives et les pressions contre les résidents d'Achraf et de Liberty, ils ont appelé à la garantie de la protection des habitants et au respect de leurs droits fondamentaux par le gouvernement irakien, en particulier leur droit à la propriété. Ils ont aussi demandé que Liberty soit déclaré camp de réfugiés.

3. Le deuxième avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire précise que les conditions au camp Liberty sont similaires à celles d'un centre de détention, ce qui est en contradiction avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cela actionne la sonnette d'alarme pour le Secrétaire général de l'ONU et les organismes compétents. Or le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Martin Kobler, a déclaré que le camp Liberty respectait les normes hu-

manitaires et des droits humains. Martin Kobler a démontré à maintes reprises, y compris dans ses propos lors de la Journée internationale des droits de l'homme, qu'il a pris le parti du gouvernement irakien. Par conséquent, le Secrétaire général devrait nommer un émissaire impartial et compétent pour examiner la situation à Achraf et Liberty et pour résoudre ce problème humanitaire en accord avec les valeurs et les normes de l'ONU.

4. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que la guerre contre la population syrienne est dirigée par le régime iranien, son Corps des gardiens de la révolution et la force terroriste Qods. S'il n'y avait pas de soutien du régime iranien, Bachar el-Assad aurait perdu le pouvoir depuis longtemps. C'est le régime iranien qui finance cette guerre, la commande, en fournit les armes et l'entraînement. Par conséquent, il est essentiel d'imposer des mesures restrictives à ce régime et dans un premier temps de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU interdisant l'exportation d'armes par ce régime.

5. La politique de complaisance a échoué dans le domaine nucléaire. Si la communauté internationale ne veut pas favoriser un régime intégriste doté d'une bombe atomique, outre les sanctions internationales, elle doit s'aligner sur la volonté du peuple iranien de le renverser. Le changement de régime et l'instauration de la démocratie en Iran est la seule façon de mettre fin au cauchemar d'un Iran intégriste et nucléaire.

6. Compte tenu de la montée sans précédent des exécutions et de la répression, de la course des mollahs à l'arme nucléaire, leur ingérence dans les pays de la région et l'échec de la politique de complaisance, il est plus que jamais important d'adopter une politique juste et ferme vis-à-vis du régime de Téhéran. Cette politique nécessite un soutien actif à un changement de régime en Iran, un soutien à la Résistance iranienne qui lutte contre le régime des mollahs depuis plus de trois décennies, de reconnaître la Résistance et d'éliminer tous les obstacles de son chemin.

7. Ils ont apporté leur soutien au plan en dix points de Mme Radjavi comme une base démocratique pour remplacer le régime des mollahs. Ils ont appelé le gouvernement espagnol à prendre l'initiative d'une nouvelle politique au sein de l'Union européenne en soutenant ce projet, à défendre les droits humains du peuple iranien et à respecter son désir de changement de régime.



Maryam Radjavi



Alejo Vidal-Quadras



José Maria Chiquillo

**Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen :**

L'histoire de la Résistance iranienne est une longue route chargée de sacrifices et pavée de souffrances. Son dirigeant historique, l'époux de Mme Radjavi, Massoud Radjavi, a été emprisonné dans sa jeunesse au temps du chah pendant sept ans. De nombreux membres de sa famille ont donné leur vie dans la bataille pour la liberté de l'Iran. Mme Radjavi elle-même a perdu deux soeurs dans cette bataille, et elles ont été assassinées dans des circonstances tragiques. Aussi, quand une cause est défendue avec ce degré d'engagement et de sacrifice, je crois qu'il est du devoir de tous ceux qui croient dans la démocratie de soutenir cette cause.

Chaque année, j'ai le plaisir et l'honneur d'assister au grand événement de l'opposition iranienne en exil qui se tient à Paris. J'y suis allé avec des dirigeants de stature mondiale de nombreux pays et de diverses tendances politiques, qui soutenaient la Résistance. Cette année il y avait plus de 100.000 Iraniens venus du monde entier. Aussi quand j'entends dire que Mme Radjavi préside un petit groupe, insignifiant, marginal, je me tord de rire. Mais quel parti politique en Europe pourrait rassembler 100.000 personnes dans un stade ? C'est pourquoi nous parlons d'un mouvement qui a une immense dimension sociale. Parmi les nombreuses choses que nous faisons de bien actuellement en Europe, l'une des plus importantes est de promouvoir le changement en Iran. C'est une priorité stratégique, morale et politique. C'est notre devoir et dans notre intérêt.

**José Maria Chiquillo, Porte-parole des Affaires étrangères du Parti populaire au Sénat espagnol.**

C'est une de mes plus grandes satisfactions personnelles en 2012, d'avoir découvert la Résistance iranienne, son engagement pour le peuple iranien et la qualité humaine des gens qui, comme vous, veulent le meilleur pour l'Iran. Je suis venu en politique mû par la vocation de servir, et parce que je me suis engagé pour le peuple, pour sa cause, et la cause de la Résistance iranienne est désormais la mienne.

Ma présence ici aujourd'hui, en tant que personne qui a travaillé 25 années pour mon pays, l'Espagne, et ma région, Valence, pour atteindre le meilleur niveau de progrès et de liberté, c'est parce que je souhaite la même chose pour les citoyens iraniens qui méritent exactement ce que nous avons dans notre pays, des choses qui semblent si élémentaires pour tous : la liberté, la justice, le progrès, le respect des droits humains, le respect des droits des femmes. Tout ceci est une immense contribution de l'humanité pour rendre possible l'avenir de notre peuple.

Je vous apporte mon amitié, mon soutien et ma solidarité, parce

que votre juste cause est aussi la mienne et cela vaut le coup de continuer à travailler pour l'avenir de l'Espagne et le futur libre du peuple d'Iran.

**Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne**

Pour stopper le programme d'armement nucléaire et le terrorisme des mollahs, il faut les contraindre à stopper les exécutions et la torture. Cela ouvrira la voie au peuple iranien pour opérer un changement politique fondamental. Malheureusement, au lieu d'agir dans ce sens, les gouvernements occidentaux ont bloqué la route à la Résistance iranienne. Cédant à l'injonction des mollahs, ils ont mis la Résistance sur la liste terroriste. Cette erreur majeure a encouragé les mollahs à intensifier les violations des droits humains et à justifier les exécutions. Fort heureusement, au prix d'une vaste campagne juridique, la Résistance a réussi à supprimer cette étiquette terroriste en Europe et aux États-Unis. Désormais, nous espérons que cette erreur destructrice sera remplacée par une nouvelle politique qui assurera un changement démocratique en Iran.

La question qui se pose à nous est de savoir quelle solution existe pour traiter avec ce régime ? Les gouvernements occidentaux ont essayé toutes les options : le dialogue critique, les paquets de mesures d'encouragement, les négociations à long terme, l'inscription sur la liste noire de l'opposition iranienne, le mépris des terribles violations des droits humains en Iran tout comme des violations par le régime du droit international et son terrorisme.

Mais cette politique a seulement encouragé les mollahs à continuer leur extrémisme, leur terrorisme et leur répression. Ces deux dernières années, les pays occidentaux ont augmenté les sanctions internationales. Il s'agit d'une étape positive. Toutefois, si les sanctions ne sont pas combinées à une solution politique, elles ne seront pas efficaces. L'intervention militaire n'est pas une solution à la crise de l'Iran. Et la politique de complaisance conduira également à un conflit.

La Résistance iranienne se prononce en faveur d'une troisième voie, le renversement des mollahs par le peuple iranien et sa Résistance. Cette solution représente le désir pressant du peuple iranien. Un mouvement d'ampleur s'est formé pour faire en sorte que ce désir devienne réalité. Ce mouvement est profondément ancré à l'intérieur de l'Iran et dispose d'un réseau organisé à l'extérieur du pays. L'expérience de la Syrie montre que l'absence d'une alternative et d'un mouvement organisés et préparés se traduit par de grandes souffrances et beaucoup de sang versé. Heureusement, en Iran cette alternative existe. La plus grande erreur de l'Occident sur l'Iran et toute la région a été d'ignorer les droits de l'homme en Iran et d'essayer d'exclure ce mouvement qui a toujours possédé la clé du changement.

La chose la plus importante à faire en Europe est de promouvoir un changement en Iran.  
Alejo Vidal Quadras



Jordi Xucla



Irene Lozano



Francisco José Alonso Rodríguez

**Jordi Xucla, Porte-parole pour les Affaires étrangères du Parti de la Convergence et de l'Union à la Chambre des Députés**

Cela fait plusieurs années que je suis l'évolution et le combat de l'opposition iranienne en exil, et celui de Mme Radjavi ; je ne peux rien faire d'autre que d'exprimer mon admiration, mon estime pour le combat de l'opposition et spécialement le leadership de Madame Radjavi. Hier nous

avons eu l'occasion de parler à la Chambre des Députés et au Sénat sur sa vie : la vie d'une personne qui n'a pas été en mesure d'être dans son pays depuis 30 ans, une personne qui a connu les horreurs de la répression, la mort et le totalitarisme dans sa famille. C'est pourquoi je voudrais commencer par reconnaître le leadership et l'humanité de la présidente Radjavi. Son programme politique est basé sur la démocratie, des élections libres, le respect absolu des droits humains, l'égalité des femmes et des hommes, l'abolition de la peine de mort, les principes de base de l'ONU. La lutte démocratique pour vivre dans un cadre juridique est un droit fondamental qui vaut pour l'Occident et pour l'Iran. Je vois dans les yeux de Mme Radjavi ce désir de démocratie. Je voudrais aussi manifester mon soutien, qui pourrait se traduire par un

J'ai assisté aux immenses rassemblements à Paris en faveur du mouvement et j'ai vu derrière Mme Radjavi une foule énorme, pas seulement d'exilés, je suis sûr qu'il y en a aussi en Iran.

Jordi Xucla

consensus au sein du groupe des droits humains à la Chambre des députés et aussi au Sénat. Un consensus en faveur de vos revendications justifiées sur la nécessité d'envoyer le dossier des camps d'Achraf et Liberty au Conseil de sécurité de l'ONU. Des camps où des années durant les droits humains ont été violés.

J'ai moi aussi assisté aux immenses rassemblements à Paris en faveur du mouvement et j'ai vu derrière Mme Radjavi une foule immense, pas seulement d'exilés, je suis sûr qu'il y en a aussi en Iran. Un très grand nombre de personnes qui malgré la répression veulent vivre en démocratie et selon les droits humains. Et nous ne sommes pas si naïfs, ce jour viendra.

**Irene Lozano, porte-parole pour les Affaires étrangères de l'Union, le progrès et la démocratie à la Chambre des députés** Merci de nous apporter la voix des persécutés en Iran, qui pour certains font partie de votre famille et de vos amis ; il est très important pour nous

de vous avoir ici aujourd'hui et de ressentir cette proximité pour les difficultés et la persécution dont souffrent les défenseurs des droits humains en Iran. Cette visite nous donne l'occasion d'exprimer nos sentiments les plus fermes de solidarité et notre plein soutien, et de vous offrir aussi nos mots d'encouragement pour que vous puissiez les transmettre aux Iraniens de notre part et par-dessus tout, nous vous offrons le soutien du peuple espagnol.

Nous voulons transformer ces mots en une action ferme au parlement espagnol, et au gouvernement espagnol afin de forcer notre gouvernement à s'engager dans la cause de la démocratie en Iran, la cause de la liberté et de l'égalité des femmes.

Nous partageons votre souffrance, véritablement, et nous n'allons pas vous donner l'accolade puis vous tourner le dos ; nous sommes là et vous pouvez compter sur notre soutien.

**Francisco Jose Alonso Rodriguez, Président de la Ligue espagnole des droits de l'homme**

Nous soutenons le CNRI depuis le départ, dans ses efforts de faire appliquer les droits humains en Iran. Nous sommes d'accord avec le programme présenté par sa présidente, Mme Maryam Radjavi. Nous travaillons tous pour faire appliquer et faire respecter les droits humains dans le monde et nous espérons que l'Iran aura un gouvernement qui respectera ces droits et en fera la promotion, avec l'abolition de la peine de mort, la fin de la discrimination contre les femmes et la séparation de la religion et de l'Etat. Le CNRI est une organisation engagée à atteindre tous ces objectifs, qui accepte la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les traités internationaux sur les droits civils, la liberté d'association, la liberté de pensée et d'expression, un engagement à promouvoir la création des partis politiques et des syndicats et la liberté de culte. Il est nécessaire que l'Iran cesse d'être en tête, avec la Chine et l'Arabie Saoudite, des pays comptant le plus grand nombre d'exécutions. La peine capitale n'est pas une manière d'appliquer la justice, c'est le plus grand échec en matière de justice.

La Ligue espagnole des droits de l'homme travaillera toujours aux côtés de tous ceux qui œuvrent pour les droits humains et l'abolition de la peine capitale dans le monde entier.





Juan Garcès



Patrick Kennedy



Paulo Casaca

**Juan Garcès, juriste international, ancien conseiller du président chilien Salvador Allende**

Vous êtes sur la terre de Juan de Mariana, un théologien du 16e siècle qui a conçu l'idée de la résistance à l'oppression, à l'absolutisme, à tel point que récemment un professeur de l'université de Paris, Françoise Guillaume, a exploré la relation entre cette théorie de Juan de Mariana et la pensée qui mène à et sous-tend les valeurs de la Révolution française. Le droit à la résistance et à l'oppression est un droit qui apparaît dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ainsi que dans la Charte de Virginie et les textes fondateurs des Etats-Unis. Le symbole de la révolution française est Marianne, la traduction de Mariana, car en pleine révolution, les contre-révolutionnaires qualifiaient les révolutionnaires de Marians. Le combat de résistance que vous représentez et dont vous faites partie est lié à une partie de la bataille et de la pensée de l'Espagne.

La situation qui a été déclenchée en 2009 à Achraf a continué jusqu'à ce jour ; la plupart des habitants de cette très belle ville qu'ils ont construite ayant été forcés de partir dans une sorte de camp de concentration, d'une très petite surface, dans des conditions qui peuvent à peine être qualifiées d'humaines, comme l'a reconnu récemment un comité de l'ONU cité par Mme Radjavi. Et cette situation est le résultat de diverses causes : l'une est l'influence du régime iranien sur le gouvernement actuel irakien, pour maintenir les réfugiés dans ces circonstances qui sont totalement inacceptables d'un point de vue du droit irakien et du droit international, mais c'est aussi le résultat du désir d'attaquer un symbole de la résistance tel qu'Achraf. Je souhaite que les Iraniens trouvent leur voie face à cette situation et instaurent un gouvernement démocratique, un gouvernement pluraliste, et comme l'a dit Mme Radjavi, la liberté, l'égalité et la démocratie fondée sur la souveraineté populaire et la séparation de la religion et de l'Etat.

**Patrick Kennedy, ancien congressman américain**

Je salue Madame Radjavi, je salue son courage et votre leadership à tous parce que votre combat est notre combat.

Je suis ici aujourd'hui pour dire que le régime de Téhéran ne va pas durer. L'Histoire n'est pas du côté des mollahs. L'Histoire est du côté de l'aspiration du peuple iranien à la liberté, la démocratie et l'égalité. C'est pour-

quoi nous devons nous tenir du côté de ces valeurs. C'est pourquoi nous avons besoin de reconnaître que la question nucléaire a porté l'attention du monde sur l'Iran. Nous avons le moyen aujourd'hui de nous organiser autour de l'OMPI pour un changement de direction par un processus politique en soutenant un changement démocratique avec l'aide de pressions internationales et accéléré par une crise économique interne en raison des sanctions. Le combat des gens à Achraf et Liberty est devenu un moyen pour mener le combat de libération de l'Iran. C'est par la bataille en défense des réfugiés d'Achraf et de Liberty que la communauté internationale en est venue à comprendre la méthodologie des dirigeants iraniens. Je vois la solution à la crise d'Achraf et de Liberty dans le soutien de la communauté internationale à ces demandeurs d'asile iraniens. Je vois que ce combat va avoir lieu exactement en même temps que nous verrons le combat pour libérer le peuple iranien de cette dictature brutale qui a assassiné tant de gens. Avoir des négociations sur le futur de l'Iran signifie avoir des négociations démocratiques ; cela ne signifie pas que nous passions un accord avec les mollahs et abandonnions le peuple iranien parce que le véritable futur de l'Iran repose dans le peuple iranien et non dans des négociations avec ce régime religieux brutal qui sévit à l'heure actuelle.

L'arme la plus importante pour nous opposer à ce régime totalitaire en Iran et à l'étranger, c'est de soutenir la Résistance iranienne.

Paulo Casaca

**Paulo Casaca, ancien député européen**

Nous connaissons une vague d'idéologie totalitaire dont la marque de fabrique est la révolution islamiste en Iran. On les retrouve partout dans le monde. Bien sûr que le régime iranien veut la bombe, d'abord pour réprimer ses propres citoyens. C'est sa façon à lui de dire : écoutez, rien ne peut nous arrêter parce que personne n'ose s'opposer à nous. Et ils ne s'arrêteront pas là. Nous avons là un régime qui n'épargne pas le moindre effort, qui n'épargne pas ses propres revenus pétroliers pour tromper le monde entier. Ils diffusent des mensonges à tout bout de champ en essayant de diaboliser sa véritable opposition. Il est fondamental qu'en Occident, nous cessions de nous impliquer dans ce genre de jeu. En vérité, il y a un seul mouvement d'opposition nationale en Iran. Il y en a plusieurs à l'échelle locale, mais sur le plan national, celui qui couvre l'ensemble du territoire, c'est le mouvement de la Résistance iranienne. Je ne dis pas ça pour vous faire plaisir, mais parce que c'est la réalité. Il n'y en a pas d'autres. Bien sûr il y a des gens qui ne veulent pas ou n'aiment pas la Résistance iranienne et qui sont contre le régime iranien; mais sur le plan national, il n'y a rien d'autre que la Résistance iranienne. L'arme la plus importante dont nous disposons pour nous opposer à ce que veut faire ce régime totalitaire en Iran et à l'étranger, c'est de soutenir la Résistance iranienne.



# Rencontre à l'hôtel de ville de Madrid



Au dernier jour de sa visite en Espagne, Mme Radjavi a rencontré Angel Garido, le président du conseil de la capitale espagnole. Après une visite de l'Hôtel de Ville édifié en 1696 et situé dans le coeur historique de Madrid, M. Garido n'a pas caché sa préoccupation devant les graves violations des droits humains en Iran. Il a également formé des vœux pour que le peuple iranien réussisse à instaurer la liberté et

la démocratie dans son pays. Le remerciant pour sa solidarité, Mme Radjavi lui a fait part de la situation de crise que connaît la dictature religieuse, la répression croissante et la multiplication des exécutions. Elle lui a également brossé un tableau de la situation des habitants d'Achraf et de Liberty et de tous les efforts que déploient les mollahs pour éliminer leurs principaux opposants.

MARYAM RADJAVI, dirigeante du Conseil national de la Résistance iranienne

## « Une intervention étrangère n'est pas une solution pour l'Iran »

Selon la militante : « Si le régime des mollahs continue de défier la communauté internationale et de réprimer la société, cette dernière atteindra un point d'ébullition comme en Syrie. »

**EL PAÍS**

Naiara Galarraga,  
20 décembre 2012

**Extraits** - Maryam Radjavi (1953), ingénieur, dirige le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) un des plus anciens groupes d'opposition. Mme Radjavi, qui a quitté son pays en 1982 (...) Radjavi, qui est en Espagne pour promouvoir sa cause auprès des parlementaires, a répondu à nos questions entourée de ses collaborateurs. Elle se réclame d'un soutien populaire à l'intérieur de l'Iran comme une source de légitimité, bien que ce soit impossible à vérifier.

**Question. Avez-vous encore de la famille en Iran ?**

Réponse. Des parents éloignés. Une de mes soeurs a été exécutée par le régime du chah et une autre par la dictature de Khomeiny.

**Vous dites que le CNRI est le principal groupe d'opposition. L'expérience d'un gouvernement en exil a lamentablement échoué dans le cas de l'Irak. Qu'est-ce qui vous fait croire que vous réussirez ?**

La plus grande différence c'est que nous sommes une organisation profondément enracinée en Iran. Le régime a tué 120.000 de nos partisans: étudiants, ouvriers, commerçants ... Je pense que survivre à une répression aussi violente et étendre notre soutien social sont des preuves de notre popularité.

**Comment avez-vous réussi à faire radier votre aile armée de la liste noire de l'UE et des USA ?**

Cela a été terriblement difficile. Nous avons eu plus de 20 procès et nous les avons tous gagnés. Il y a eu en même temps une campagne juridique et une campagne politique menées par des parlementaires et des dignitaires. Beaucoup d'entre eux ont eu accès à des informations classées secrètes dans leurs pays et ont pu dire aux tribunaux qu'à leurs yeux, il n'y avait aucune base pour taxer l'OMPI de terrorisme.

**Dites nous comment vous avez réussi à engranger le soutien d'amis aussi puissants (John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU, Aznar et un Kennedy), pour un groupe qui a été créé contre l'ingérence américaine et qui a ensuite pris part à la révolution ?**

Ce qui nous inspire est la quête de la liberté et de la démocratie dans notre pays. Nous nous sommes d'abord adressés aux parlements en Europe. Puis nous sommes allés au Congrès et au Sénat aux Etats-Unis. Et notre cause a attiré ces anciens hauts responsables, qui avaient aussi observé l'incapacité des ayatollahs à pacifier le peuple. Ils recherchaient une solution au conflit iranien et quand ils ont réalisé qu'il y avait un mouvement

aussi large avec des objectifs clairs pour une société démocratique, ils s'y sont intéressés. Nous avons un programme pour l'Iran de demain.

**Cela semble taillé sur mesure pour plaire à l'Occident : la séparation de la religion et de l'Etat, sans armes nucléaires, le respect des droits humains et pas de discrimination contre les femmes.**

Il a été fait pour répondre aux besoins du peuple iranien, particulièrement des femmes, des jeunes et de tous ceux qui ont souffert sous la dictature. Les Iraniens ne veulent absolument pas que les mollahs soient au dessus de la loi. Ils veulent la liberté et la démocratie. Notre société n'atteindra jamais ces buts si les femmes ne prennent pas part à la direction politique au moins à 50 %. nous voulons un Iran non nucléaire coopérant et coexistant avec tous les pays de la région.

**Il est impossible de mesurer le soutien en Iran ?**

L'information que je peux fournir est le réseau étendu que nous avons en Iran. Il est très difficile de donner un chiffre. Ces trois personnes [sur des photographies] ont été exécutées pour avoir organisé des manifestations en 2009 et 2010. Nos collaborateurs ont réussi à trouver les installations nucléaires les plus secrètes et ils ont révélé des informations à leurs sujets. Nombre d'entre eux ont été arrêtés et exécutés. Cela montre que nous avons du soutien jusqu'au sein du système.

**Que pensez-vous du plan d'Israël d'attaquer les installations nucléaires iraniennes ?**

Nous avons été les premiers à faire la lumière là-dessus [le programme nucléaire en 2002]. A nos yeux, ni la complaisance ni une intervention militaire étrangère ne sont une solution. Il existe une troisième voie : qu'avec la résistance, le peuple iranien renverse le régime. Il faut changer ce régime, et il ne peut changer que par le peuple iranien et sa résistance. C'est la seule solution au problème nucléaire.

**Est-ce que cela implique de la violence ?**

Si le régime des mollahs continue de défier la communauté internationale et de réprimer la société, la société atteindra un point d'ébullition comme en Syrie, car les mollahs sont bien plus violents que le régime de [Bachar al ] Assad, qu'ils soutiennent également. Si la communauté internationale adoptait une position plus ferme contre le régime, le peuple et la Résistance pourraient employer des méthodes pour amener un changement de régime.